

**4 Économie**

**Plan de relance économique/ Entretien avec le chef de mission du FMI au Gabon**

**Alex Segura-Ubierno : " le Gabon est un pays endetté, mais la dette est soutenable à moyen terme... "**

Propos recueillis par Maxime Serge MIHINDOU  
Libreville/Gabon

*Ayant conduit les discussions avec le gouvernement gabonais dans le cadre du Plan de relance économique soumis au Fonds, le chef de mission du FMI au Gabon revient, dans cet entretien exclusif, sur les efforts que doivent mener les pouvoirs publics pour sortir de cette spirale et relancer durablement la croissance.*

**L'union.** *Le Fonds monétaire international a présenté, lors des assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale d'avril dernier, les perspectives économiques des pays d'Afrique subsaharienne dont principalement le Gabon. Quelle est aujourd'hui, réellement, la situation économique du Gabon ?*

**Alex Segura-Ubierno :** les perspectives économiques à court terme du Gabon demeurent difficiles. Le taux de croissance a diminué, passant de 3,9 % en 2015 à 2,1 % en 2016. Il s'agit d'un fort ralentissement par rapport à la croissance moyenne de 6 % enregistrée de 2010 à 2013, avant le choc pétrolier. L'activité économique pourrait à nouveau ralentir pour atteindre environ 1 % en 2017, freinée par la baisse de la production pétrolière et par une forte décélération dans les secteurs de la construction et des services. Par ailleurs, les déséquilibres budgétaires et externes ont atteint un niveau critique et les niveaux de dette publique ont augmenté rapidement, du fait de la prise en compte dans le calcul de la dette des arriérés accumulés et des avances statutaires de la BEAC. La baisse des prix du pétrole a incontestablement engendré un choc commercial, qui a lourde-

ment pesé sur la dégradation de la situation économique. Cependant, le manque d'épargne de précaution, qui aurait pu être constituée au cours des années antérieures, ainsi que le retard pris pour adopter les mesures budgétaires qui s'imposaient ont exacerbé la gravité du choc et augmenté l'ampleur des risques. Toutefois, la croissance de l'agriculture et des secteurs liés aux matières premières devrait s'accélérer. Cela nous donne l'espoir que les perspectives à moyen terme demeurent relativement positives, grâce à la stratégie de diversification de l'économie qui pourrait aider le Gabon à retrouver des taux de croissance autour de 4-5 %.

**Le gouvernement gabonais vous a soumis son Plan de relance économique, afin de soutenir la croissance mise à mal par la baisse des recettes pétrolières. Quelles sont les principales observations que vous avez notées sur ce Plan ?**

L'économie gabonaise se heurte à de redoutables défis macroéconomiques, en raison de la chute marquée des cours du pétrole. La croissance a ralenti, les marges de manœuvre budgétaire et extérieure se sont réduites et les niveaux d'endettement public ont augmenté. Le Plan de relance économique (PRE) du gouvernement gabonais se centre, à juste titre, sur la correction de ces déséquilibres budgétaires et extérieurs, sur des réformes structurelles devant améliorer l'efficacité et la transparence des dépenses publiques, et sur des politiques de renforcement de la stabilité du secteur financier et de diversification économique. Notamment, le PRE vise à stabiliser la dette et à inscrire dans une trajectoire à la baisse, tout en limitant l'impact négatif de l'ajustement sur la croissance et sur les populations les plus vulnérables.



Photo : D.R.

**Le chef de mission du FMI au Gabon, Alex Segura-Ubierno.**

ables. Les efforts visant à mobiliser les revenus non pétroliers et à contenir les dépenses courantes devraient jouer un rôle-clé. Un déficit budgétaire plus faible, des limites strictes au financement intérieur et à l'accumulation progressive de dépôts du Trésor, ainsi que le remboursement des avances statutaires de la BEAC devraient contribuer à l'accumulation de réserves au niveau régional.

**Le FMI a accordé au Gabon, le 19 juin dernier, une facilité de crédit de 642 millions de dollars. Quelles sont les conditions que vous avez imposées au gouvernement pour bénéficier de ces fonds ?**

Pour soutenir la mise en œuvre du PRE, le gouvernement a sollicité auprès du FMI un accord financier au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) de trois ans, d'un montant équivalant à 464,4 millions de DTS (autour de \$642 millions de dollars). Ce qui correspond à 215 pour cent du quota du Gabon au Fonds. Dans le cadre de cet accord et du PRE, l'objectif est, à court terme, de consolider résolument la situation budgétaire pour réduire le déficit global à 4,6 % du PIB en 2017, puis dans un second temps de l'ajuster progressivement pour atteindre l'équilibre d'ici la fin du programme en 2020. Un tel ajustement contribuera à assurer la

soutenabilité de la dette, en la maintenant à 65 % du PIB à court terme, puis en la réduisant progressivement à 50 % du PIB d'ici 5 ans. Il permettra aussi d'améliorer le déficit du compte courant en le ramenant à moins de 3 % du PIB d'ici 2020. Tout en procédant à cette consolidation, le programme préserve les projets d'investissement public, dont les autorités ont déjà réduit les dépenses de deux tiers depuis 2013. Dans ce domaine, l'objectif est d'encourager la croissance économique en améliorant la qualité des dépenses, notamment par une mise en concurrence systématique des offres et par la réalisation d'analyses en amont des projets permettant de peser leurs coûts et leurs avantages. Le retour à l'équilibre implique aussi de renforcer la discipline budgétaire et de s'assurer que l'exécution des dépenses publiques reste dans le cadre légal du budget voté par le Parlement. Par le passé, faute de contrôles suffisants, la réalisation de dépenses, qui n'avaient pourtant pas été inscrites dans le budget a, en effet, conduit à accumuler des impayés, à augmenter la dette et à réduire considérablement les marges de manœuvre budgétaires. Le programme doit permettre de mettre un terme à ces pratiques et favoriser la transparence de la gestion, en établissant des procédures de contrôle plus strictes, en améliorant la qualité et l'exhaustivité des informations financières disponibles et en responsabilisant davantage l'ensemble des acteurs de la gestion publique.

**Selon la Banque mondiale, le taux d'endettement du Gabon a atteint les 64 % du PIB national. Peut-on dire aujourd'hui que le Gabon est un pays surendetté ? Quelles sont les solutions que vous avez suggérées au gouvernement pour régler toutes ces**

**créances en souffrance ?**

Le Gabon est un pays endetté, mais la dette est soutenable à moyen terme, si le Programme de relance économique du gouvernement est pleinement mis en œuvre. La politique budgétaire vise à réduire le déficit budgétaire de 6,6 % du PIB en 2016, à 4,6 % du PIB en 2017. A moyen terme, sur la période du programme (2017-20), le déficit budgétaire devrait se réduire de plus de 6 % du PIB. La réduction du déficit budgétaire devrait éviter une nouvelle accumulation d'arriérés et permettre de rembourser les créances en souffrance sur une période de trois à cinq ans. Ce remboursement constitue une priorité dans le cadre du programme.

**Actualité oblige, pensez-vous qu'une dévaluation du Franc CFA peut être une solution envisageable en cas de persistance de la crise économique dans les pays de la zone CFA ? Quelles en seront, d'après vous, les conséquences ?**

Le programme du Gabon s'appuie sur la stratégie définie à Yaoundé le 23 décembre 2016, par les chefs des Etats de la Cémac. Tout en reconnaissant les perturbations économiques et politiques potentiellement graves d'une modification du régime de taux de change, cette stratégie maintient la politique actuelle et la combine avec un ajustement budgétaire substantiel dans chaque pays. Elle inclut parallèlement un resserrement de la politique monétaire au niveau régional. Conformément à cette approche globale, la stratégie du Gabon repose sur un programme d'ajustement spécifique qui, conjugué à ceux des autres membres de la Cémac, vise à résoudre les difficultés de balance des paiements et à assurer la pérennité de l'union monétaire.

**Fonds monétaire international (FMI)**

**390 milliards de francs en faveur du Cameroun**

W.N.  
Libreville/Gabon

**COMME** le Gabon, une semaine auparavant, le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a approuvé, lundi 26

juin 2017, un accord de prêt d'un montant de 662,2 millions de dollars (environ 390,4 milliards de francs) en faveur du Cameroun, en échange d'un programme économique à mener sur trois ans, pour redresser son économie, mise à mal par la chute des prix pétroliers.

Ce prêt, qui s'inscrit dans le cadre de la facilité élargie de crédit du FMI, s'étalera sur une période de 3 ans, dont un premier décaissement immédiat d'un peu plus de 100 milliards de francs Cfa (171 millions de dollars), dans le cadre d'un programme visant à restaurer

la viabilité budgétaire et à débloquer la croissance du secteur privé, indique un communiqué du Fonds. Selon le directeur général adjoint du FMI, Mitsuhiko Furusawa, « le Cameroun a été durement frappé par la chute des prix du pétrole ainsi que par des facteurs

d'insécurité » liés aux attaques du groupe jihadiste nigérian Boko Haram, dans le nord du pays notamment, « qui ont affecté l'activité de la Communauté économique et monétaire des États d'Afrique Centrale (Cemac) ». Cela a conduit à une fonte des réserves internationales

communes. Pour rappel, la Centrafrique et le Tchad ont déjà un programme avec le FMI. Le Gabon vient d'en signer un, tandis que des missions du Fonds se sont récemment rendues en Guinée équatoriale et au Congo- Brazzaville.

CHANGEMENT	COURS INDICATIFS DES DEVISES EN DATE DU 28/06/2017	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)		INDICES BOURSINIERS			
		DEV	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA		en date du	
		XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957			
		USD	1,1278	1USD =	581,625	1 USD	601,982	<b>CAC 40</b>	28/06/2017	5 246,26
		CAD	1,4895	1CAD =	440,387	1 CAD	463,899	<b>DOW JONES</b>	28/06/2017	21 394,59
		JPY	126,1600	1JPY =	5,199	100 JPY	540,675			
		GBP	0,8837	1GBP =	742,285	1 GBP	774,853			
		CHF	1,0883	1CHF =	602,735	100 CHF	63 111,75			
		ZAR	14,5572	1ZAR =	45,061	100 ZAR	4 685,76			
		MAD	10,9501	1MAD =	59,904	1 MAD	62,29			
		CNY	7,6853	1CNY =	85,352	1CNY	87,91			
		KES	116,0300	1KES =	5,605	1KES	5,77			

**BRENT (IPE) US Dollars/Baril**  
28 Juin 2017: 46,33

**Union Gabonaise de Banque**  
SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>